

# RÉSULTATS DE LA CONSULTATION INTERNE, Y COMPRIS LES COMMENTAIRES ÉCRITS



---

## TABLE DE MATIÈRES

Introduction	3
Synthèse Les pierres angulaires de la révision des statuts : la triade Congrès – Conseil de parti – Présidence	3
Synthèse des résultats de la consultation	5
Questions de principe/entrée en matière	5
Représentation	5
Répartition des compétences	8
Possibilités de participation (codétermination)	10
Autres commentaires sur la révision des statuts	11
Stellungnahme der SP Kanton Basel-Stadt	12
Prise de position du PS Genevois	14
Stellungnahme der SP Kanton Graubünden	18
Prise de position du PS Neuchâtelois	20
Stellungnahme SP Kanton Schwyz	23
Stellungnahme der SP Kanton St. Gallen	25
Stellungnahme der SP Kanton Zürich	27
Stellungnahme der SP Migrant*innen	29
Déclaration du PS Migrant-e-s	30
Stellungnahme Sektion Stadt Aarau	31
Stellungnahme SP Gesamtpartei Biel/Bienne	34
Stellungnahme Sektion Horburg-Kleinhüningen	35
Stellungnahme der SP Zürich 4	37

---

## Introduction

Le présent document donne une vue d'ensemble des principaux résultats de toutes les prises de position et requêtes écrites reçues, ainsi que d'autres retours des partis cantonaux, des sections et des organes dans le cadre de la consultation interne sur la révision des statuts du PS Suisse, et se fonde sur les questions aux partis cantonaux, aux organes et à la Jeunesse socialiste dans le papier de discussion « Façonner le PS de demain – nous créons les bases organisationnelles de celui-ci ! »<sup>1</sup> Toutes les prises de position écrites reçues se trouvent dans l'annexe du présent document (voir sous « Contenu des prises de position écrites reçues »). Toutes les requêtes reçues se trouvent dans le document « Document de travail pour la réforme des structures ».

Dans le cadre de la consultation interne, menée du 23 mars au 1<sup>er</sup> juin 2021, une douzaine de cycles de discussions spécialement prévus ont eu lieu avec les partis cantonaux, les sections, les organes et les membres de la base. Les échanges avec les directions cantonales et les comités directeurs cantonaux ont été tout aussi nombreux, et la révision des statuts y a également occupé une place importante. Le Secrétariat a répondu à de nombreuses questions et a mené des entretiens bilatéraux. Au total, 13 prises de position écrites et 141 requêtes ont été reçues de la part des partis cantonaux, des sections et des organes. En outre, quelques autres commentaires généraux ont été formulés au cours des cycles de discussions.

## Synthèse Les pierres angulaires de la révision des statuts <sup>2</sup>: la triade Congrès – Conseil de parti – Présidence

- **Renforcer le Congrès** : à l'avenir, le Congrès n'aura plus lieu seulement tous les deux ans, mais deux fois par an, remplaçant ainsi les Assemblées de délégué-e-s. La participation de la base s'en trouvera considérablement renforcée. En règle générale, deux Congrès d'une journée seront organisés chaque année. Tous les deux ans, l'un des deux Congrès se tiendra sous la forme d'un événement de deux jours. La définition du programme du parti et le lancement d'initiatives par le PS Suisse doivent continuer de relever de la compétence du Congrès et, donc, de la base. À cela vient s'ajouter l'adoption de résolutions importantes ou, si le calendrier le permet, le lancement de référendums.
- **Création du Conseil de parti** : le Comité directeur sous sa forme actuelle et la Conférence de coordination seront remplacés par un Conseil de parti, qui agira à la fois comme entité représentative des organes et d'autres groupes au sein du parti et comme entité représentative des Partis cantonaux. En tant que « Parlement » large et représentatif du parti, le nouveau Conseil de parti devrait impliquer à titre contraignant des organes et d'autres groupes au sein du parti, de même que les Partis cantonaux, dans la formulation stratégique de la politique.

---

<sup>1</sup> Voir le papier de discussion « Façonner le PS de demain – nous créons les bases organisationnelles de celui-ci ! », p. 6.

<sup>2</sup> Pour une synthèse des points abordés dans la réforme des structures, voir le papier de discussion « Façonner le PS de demain – nous créons les bases organisationnelles de celui-ci ! ».

- 
- **Tous les Partis cantonaux sont représentés au sein du nouveau Conseil de parti.**  
L'actuelle Conférence de coordination, en tant qu'organe d'échange entre les Partis cantonaux au niveau opérationnel (campagnes, etc.), sera remplacée par d'autres formes de coopération. L'échange d'informations entre les secrétariats central du PS Suisse et des Partis cantonaux sera déplacé en grande partie vers l'espace numérique et les canaux électroniques.
  - En plus des Partis cantonaux, des organes et de la Jeunesse socialiste suisse, les **forums**, nouvellement créés, et **commissions thématiques** devront à l'avenir être représentés au sein du Conseil de parti. En un mot : toutes les unités organisationnelles du parti où la politique est élaborée et mise en œuvre sont représentées au sein du Conseil de parti. Tous les membres du Conseil de parti doivent être des membres du PS. Les membres du Conseil de parti sont des membres des organes directeurs du Parti cantonal ou du groupe qui les délègue. À ces personnes s'ajoutent 10 membres élus librement par le Congrès du parti.
  - Le Conseil de parti a sa propre **Présidence**, composée de trois membres, dans laquelle les trois régions linguistiques (D/F/I) sont représentées.
  - **Les réunions du Conseil de parti sont ouvertes au public.** Des points individuels confidentiels de l'ordre du jour peuvent être discutés à huis clos (questions stratégiques centrales, thèmes susceptibles de générer des conflits, dossiers en lien avec le personnel).
  - **Le Conseil de parti se réunit au moins quatre fois par an**, soit « physiquement » (en mode présentiel), soit numériquement.
  - **Le Conseil de parti est notamment chargé des tâches suivantes :**
    - Politique du parti entre deux Congrès.
    - Adoption du programme d'activités sur la base des objectifs fixés par le Congrès du parti.
    - Planification et surveillance (supervision) de la mise en œuvre de la politique du parti.
    - Coordination de la politique et des campagnes du parti aux niveaux national, cantonal et communal.
    - Le Conseil de parti prépare les dossiers destinés au Congrès du parti.
    - Il supervise le travail de la Présidence.
  - La taille du nouvel organe rend aussi nécessaire une clarification des **compétences entre le Conseil de parti et le Congrès du parti**. En particulier, les décisions sur les papiers de position et sur le soutien/lancement de référendums peuvent être transférées au Conseil de parti. Celui-ci serait également chargé de discuter et de définir la stratégie pour les élections fédérales, y compris la fixation des priorités politiques. Par conséquent, l'Assemblée des délégué-e-s devrait être supprimée en tant qu'organe surnuméraire.

- 
- **Présidence** : certaines tâches qui, selon les statuts, relevaient jusqu'à présent de la responsabilité du Comité directeur seront transférées à la Présidence. Comme décrit ci-dessus, bon nombre de ces tâches sont, dans les faits, déjà effectuées par la Présidence. Il s'agit des tâches suivantes :
    - Vue d'ensemble du travail d'information politique, planification des campagnes politiques (statuts du PS Suisse, article 18, alinéa 3, let. c et d)
    - Négociations avec d'autres organisations politiques (let. f)
    - Réponses aux consultations du parti (let. i)
    - Soumission des requêtes aux autorités fédérales (let. j)
    - Décisions relatives à l'engagement de personnel (let. m)
    - Rédaction des cahiers des charges (let. n).

## Synthèse des résultats de la consultation

### Questions de principe/entrée en matière

*Accueillez-vous favorablement la proposition de réforme des statuts ? Ou bien la proposition de la Présidence et du Comité directeur fait-elle l'objet d'une critique générale ?*

La réforme des statuts proposée par la Présidence et le Comité directeur a reçu un soutien quasi unanime, sur le principe, lors du processus de consultation : toutes les prises de position écrites des partis cantonaux, des sections et des organes saluent sur le principe les idées principales de cette révision des statuts. Une seule demande de rejet a été reçue<sup>3</sup>, ainsi qu'une demande d'ajournement<sup>4</sup>.

### Représentation

*Êtes-vous d'accord pour que chaque Parti cantonal dispose d'une voix au sein du Conseil de parti ? (Art. 14 n° 5 lit. a nouveaux statuts)*

Un tableau différencié se dessine sur cette question : dans 4 prises de position écrites, la proposition d'une voix par parti cantonal au sein du Conseil de parti est soutenue.<sup>5</sup> 4 partis cantonaux et sections appellent de leurs vœux une plus grande représentation des grands partis cantonaux.<sup>6</sup> Concrètement, on demande un siège supplémentaire pour les partis cantonaux des cantons de plus de 300 000 habitants.<sup>7</sup> Un total de 7 requêtes a été reçu sur cette question. Les personnes qui ont répondu demandent un siège supplémentaire pour les partis cantonaux comptant plus de 1000 membres et deux sièges supplémentaires pour les partis cantonaux comptant plus de 3000 membres<sup>8</sup>, une représentation proportionnelle des partis cantonaux au sein du Conseil de parti<sup>9</sup> (concrètement, en fonction du nombre de

---

<sup>3</sup> PS Entfelden.

<sup>4</sup> PS NE.

<sup>5</sup> PS BS, PS GR, PS NE, PS SZ.

<sup>6</sup> PS GE, PS SG, PS ZH, PS Zurich 4.

<sup>7</sup> PS GE.

<sup>8</sup> PS BE, PS ZH, PS SG, PS Argovie.

<sup>9</sup> PS VD.

---

membres du parti<sup>10</sup>) et un siège supplémentaire pour les partis cantonaux des cantons de plus de 300 000 habitant-e-s.<sup>11</sup> Sur la base de ces retours, la Présidence et le Comité directeur proposent maintenant que les grands partis cantonaux comptant plus de 2000 membres (AG, BE, VD, ZH) reçoivent un siège supplémentaire au Conseil des parti.

*Seriez-vous favorables à ce que les grandes villes soient également représentées au sein du Conseil de parti ? Si oui, à partir de quelle taille ? Dans la négative, pour quelles raisons ? (Art. 14 Ziff. 5 lit. b neue Statuten)*

La représentation des grandes villes au sein du Conseil de parti est saluée par la majorité des prises de position : 6 partis cantonaux et sections ont soutenu cette demande<sup>12</sup> ; dans certains cas, on demande une extension générale de cette représentation des villes<sup>13</sup> ou un siège pour toutes les sections des villes de plus de 50 000 habitants<sup>14</sup>. 3 partis cantonaux rejettent une telle représentation des villes, car le Conseil de parti devrait en principe être composé en fonction de la représentativité de ses membres<sup>15</sup>, faute de quoi il deviendrait trop grand<sup>16</sup>, ou les grandes villes seraient déjà suffisamment représentées par une représentation plus forte des grands partis cantonaux.<sup>17</sup> Au total, 6 requêtes ont été reçues sur cette question. Elles proposent un siège pour toutes les sections des villes de plus de 50 000 habitants<sup>18</sup> ou un siège pour les sections des dix plus grandes villes de Suisse<sup>19</sup> ou, au contraire, demandent de renoncer complètement à une représentation des sections de ville<sup>20</sup>. La demande d'un siège pour les sections des dix plus grandes villes de Suisse correspond à la réglementation actuelle en vigueur au sein de la Conférence de coordination. Sur la base de ces retours, la Présidence et le Comité directeur proposent que les partis des 10 plus grandes villes, et non des 5 plus grandes villes, aient un siège au Conseil de parti.

*Doit-il y avoir des membres librement élus au Conseil de parti ? Combien ? Dans la négative, pour quelles raisons ? (Art. 14 n° 5 lit. g nouveaux statuts)*

La proposition de membres librement élu-e-s au Conseil de parti est accueillie favorablement par une large majorité dans les commentaires écrits : cette proposition est soutenue par 7 prises de position.<sup>21</sup> Dans certains cas, une augmentation du nombre de membres librement élu-e-s est suggérée<sup>22</sup> et il est également proposé que seulement 1/3 des membres du Conseil de parti soient délégué-e-s d'office et 2/3 librement élus.<sup>23</sup> On trouve un rejet catégorique de l'idée de membres librement élu-e-s dans seulement 2 prises de position.<sup>24</sup> Au total, 8 requêtes ont été reçues sur cette question. 3 exigent la renonciation à des membres libre-

---

<sup>10</sup> PS Zurich 4.

<sup>11</sup> PS GE, PS Ville de Genève.

<sup>12</sup> PS BS, SP GR, PS GE, SP SG, SP ZH, PS Ville de Bienne.

<sup>13</sup> PS SG.

<sup>14</sup> PS Ville de Bienne.

<sup>15</sup> PS NE.

<sup>16</sup> PS SZ.

<sup>17</sup> PS Ville de Zurich 4.

<sup>18</sup> PS Ville de Genève, PS Ville de Bienne.

<sup>19</sup> PS Ville de Saint-Gall, PS Ville de Lucerne, PS Ville de Winterthur, PS Ville de Zurich, PS Ville de Berne, PS Canton de Zurich.

<sup>20</sup> PS Entfelden, PS60+

<sup>21</sup> PS GE, PS Ville de Basel Horburg Kleinhüningen, PS GR, PS NE, pS SZ, PS SG, PS ZH.

<sup>22</sup> PS GE, PS Ville de Basel Horburg Kleinhüningen.

<sup>23</sup> PS NE.

<sup>24</sup> PS BS, PS Ville de Zurich 4.

---

ment élu-e-s<sup>25</sup>. En outre, il est proposé de réduire le nombre de membres librement élu-e-s à 5<sup>26</sup>, de l'augmenter à au moins 15<sup>27</sup> ou 25<sup>28</sup>, de fixer à 10 le nombre de membres librement élu-e-s comme limite supérieure<sup>29</sup> et enfin de répartir 5 membres du Conseil de parti élu-e-s par le Congrès du parti et 5 membres du Conseil de parti tiré-e-s au sort parmi tou-te-s les membres intéressé-e-s du parti<sup>30</sup>.

*Pensez-vous qu'il y ait un sens à proposer des membres qui n'ont pas le droit de vote ? Dans la négative, lesquels bifferiez-vous ? (Art. 14 n° 5 lit. h nouveaux statuts)*

L'idée des membres du Conseil de parti sans droit de vote est soutenue dans 4 prises de position écrites<sup>31</sup>, et l'inclusion d'organisations d'aide aux réfugié-e-s et de Travail.Suisse est ici spécifiquement proposée<sup>32</sup>. Dans 2 prises de position écrites, elle est rejetée en référence à la nature publique des réunions du Conseil de parti, qui permet à tous les membres du parti de participer.<sup>33</sup> Une requête a été reçue à ce sujet qui demande que l'on renonce aux membres librement élu-e-s du Conseil de parti.<sup>34</sup>

*Considérez-vous la taille du Conseil de parti comme appropriée ?*

La taille du Conseil de parti d'environ 75 membres proposée par la Présidence et le Comité directeur est jugée comme étant la limite supérieure dans deux prises de position<sup>35</sup> et considérée comme trop grande dans une prise de position<sup>36</sup> et appropriée dans deux prises de position<sup>37</sup>.

*Y a-t-il d'autres questions de représentation (sexe, régions linguistiques, etc.) que vous souhaiteriez aborder ?*

Ici, la représentation des forums au sein du Conseil de parti est combattue dans une prise de position écrite<sup>38</sup> et 2 requêtes<sup>39</sup>. Une prise de position demande de garantir l'équilibre entre les genres dans la composition du Conseil de parti.<sup>40</sup> L'affaiblissement de la puissance de vote du PS Migrant-e-s est déploré dans une prise de position et une augmentation de cette représentation de 2 à 4 est demandée dans une requête correspondante<sup>41</sup>. Inversement, une requête demande que la Jeunesse socialiste suisse ait 2 représentant-e-s au sein du Conseil de parti et tous les autres organes 1 seul-e.<sup>42</sup> Dans une autre requête, il est demandé que les organes et la Jeunesse socialiste suisse ne placent pas 12 délégué-e-s chacun au sein du

---

<sup>25</sup> PS BS, PS Ville de Zurich 4, PS 60+.

<sup>26</sup> PS BS.

<sup>27</sup> PS Bâle Horburg Kleinhüningen.

<sup>28</sup> OS NE.

<sup>29</sup> PS Entfelden.

<sup>30</sup> PS TI.

<sup>31</sup> PS BS, PS GR, PS SG, PS ZH.

<sup>32</sup> PS ZH.

<sup>33</sup> PS GE, PS NE.

<sup>34</sup> PS GE.

<sup>35</sup> PS BS, PS GR.

<sup>36</sup> PS SZ.

<sup>37</sup> PS SG, PS ZH.

<sup>38</sup> PS BS.

<sup>39</sup> PS BS, PS 60+.

<sup>40</sup> PS GE.

<sup>41</sup> PS Migrant-e-s.

<sup>42</sup> PS VD.

---

Congrès du parti, comme cela était le cas jusqu'à présent, mais que ceux-ci soient placés proportionnellement au nombre de membres.<sup>43</sup>

### *Autres commentaires sur le Conseil de parti*

Le nombre proposé d'au moins 6 réunions annuelles du Conseil de parti est considéré comme trop élevé dans 3 prises de position<sup>44</sup>, 2 prises de position proposent un minimum de 4 réunions.<sup>45</sup> Cela correspond à la demande initiale de la Présidence. Sur cette base, la Présidence et le Comité directeur ont décidé, après une nouvelle discussion, de proposer au Congrès au moins 4 réunions annuelles du Conseil de parti.

La proposition d'exiger que les partis cantonaux, les organes et les commissions thématiques soient représentés au sein du Conseil de parti par des membres de leurs organes directeurs suprêmes est critiquée dans 4 prises de position<sup>46</sup>. Une requête demande la suppression de ces dispositions.<sup>47</sup>

Deux prises de position écrites<sup>48</sup> et une requête<sup>49</sup> suggèrent que des suppléant-e-s puissent également être désigné-e-s pour les membres élu-e-s d'office du Conseil de parti.

La publicité de principe prévue pour les réunions du Conseil de parti est rejetée par deux prises de position et requêtes.<sup>50</sup> C'est pourquoi la Présidence et le Comité directeur ont décidé que les réunions du Conseil de parti ne seraient en principe pas publiques.

Le fait que le Conseil de parti doive avoir sa propre Présidence est parfois perçu comme une « confusion des compétences » avec la Présidence du parti.<sup>51</sup>

Il est souhaité que l'échange d'informations entre les secrétariats (tâche actuelle de la Conférence de coordination) continue d'être rendu possible.<sup>52</sup>

## **Répartition des compétences**

*La répartition des compétences entre la Présidence, le Conseil de parti et le Congrès du parti coule-t-elle de source ? Des changements s'imposent-ils ? Y a-t-il des compétences qui, selon vous, manquent à l'appel ou sont mal attribuées ?*

La proposition de répartition des compétences entre la Présidence, le Conseil de parti et le Congrès est pleinement soutenue dans 4 prises de position. 5 prises de position proposent

---

<sup>43</sup> PS Ville de Zurich 7/8.

<sup>44</sup> PS BS, PS GR, PS SZ.

<sup>45</sup> PS GR, PS GE.

<sup>46</sup> PS SG, PS Ville d'Argovie, PS Ville de Bienne, PS Ville de Zurich 4.

<sup>47</sup> PS Ville de Zurich 4

<sup>48</sup> PS BS, PS SG.

<sup>49</sup> PS BS.

<sup>50</sup> PS ZH, PS Ville d'Argovie.

<sup>51</sup> PS GE.

<sup>52</sup> PS GE.



---

des modifications : il est ainsi proposé qu'un seul Congrès soit organisé chaque année<sup>53</sup> ou qu'un Congrès de parti et deux Assemblées des délégué-e-s supplémentaires soient organisés chaque année<sup>54</sup>. Certains critiquent également le fait que les pouvoirs du Congrès du parti sont susceptibles d'être trop axés sur les affaires purement statutaires. En outre, le Congrès du parti devrait également pouvoir prendre des décisions en toute indépendance à propos des initiatives populaires et des référendums.<sup>55</sup> Également, c'est le Congrès et non le Conseil de parti qui doit décider des recommandations de vote pour les votations fédérales.<sup>56</sup> Par ailleurs, la compétence exclusive de la Présidence du parti pour adopter les réponses aux consultations est critiquée.<sup>57</sup> Enfin, dans une requête<sup>58</sup> et dans le cadre d'un cycle de discussions, il a été suggéré de maintenir dans les statuts la distinction existante entre les Congrès ordinaires (tous les deux ans) et les Congrès extraordinaires (Congrès annuels entre les Congrès ordinaires).

Au total, 11 requêtes ont été reçues sur la question de la répartition des compétences. Dans 2 requêtes, il est proposé d'organiser des Congrès annuels au lieu de Congrès semestriels.<sup>59</sup> Dans une autre requête, un Congrès trimestriel est proposé afin de permettre au Congrès de formuler les slogans pour les votations fédérales.<sup>60</sup> Dans d'autres requêtes, il est proposé que le Congrès puisse également lancer de manière indépendante des initiatives populaires et des référendums, désigner les candidat-e-s au Conseil fédéral à l'intention du groupe parlementaire fédéral, élire les membres du Secrétariat général<sup>61</sup>, approuver le rapport annuel de la Présidence et le rapport de gestion<sup>62</sup> et convoquer le Congrès<sup>63</sup>. Dans trois autres requêtes, il est demandé que le Congrès, et non le Conseil de parti, approuve les comptes annuels<sup>64</sup>, élise les membres ou les président-e-s de la commission des finances, l'organe de révision, les délégué-e-s du PS européen et de la Commission de contrôle, adopte leurs règlements et traite les exclusions de sections et les recours contre les exclusions (de membres) du parti par la Présidence du parti et les exclusions (de membres) des sections par les partis cantonaux.<sup>65</sup>

Sur la base des retours et propositions reçus, la Présidence et le Comité directeur ont apporté les modifications suivantes à la proposition initiale sur la répartition des compétences entre le Conseil de parti et le Congrès : le Congrès devrait décider des recommandations de vote pour les votations fédérales, du lancement d'initiatives populaires et du soutien aux initiatives populaires, dans la mesure où le temps le permet. Les autres compétences (lancer et soutenir des référendums, proposer au groupe parlementaire les candidat-e-s du parti au Conseil fédéral, élire le secrétariat général) doivent être laissées au Conseil de parti, notamment pour des raisons de temps. D'autre part, l'approbation des comptes annuels et la fixation annuelle

---

<sup>53</sup> PS GE.

<sup>54</sup> PS NE.

<sup>55</sup> PS SZ.

<sup>56</sup> PS SZ, PS Ville de Zurich 4.

<sup>57</sup> PS ZH.

<sup>58</sup> PS LU.

<sup>59</sup> PS GE, PS NE.

<sup>60</sup> PS Ville de Zurich 7/8.

<sup>61</sup> PS SZ.

<sup>62</sup> PS Ville d'Argovie.

<sup>63</sup> PS Ville de Zurich 7/8.

<sup>64</sup> PS Ville de Zurich 4, PS Ville de Zurich 7/8.

<sup>65</sup> PS Ville de Zurich 4.

---

des objectifs politiques quadriennaux pour la mise en œuvre du programme du parti ne doit pas relever de la responsabilité du Conseil de parti, mais du Congrès.

## **Possibilités de participation (codétermination)**

*Êtes-vous favorables à la restructuration organisationnelle des commissions spécialisées actuelles en commissions thématiques, qui serviront désormais aussi à coordonner et à mettre en œuvre la politique du PS à tous les niveaux étatiques, ainsi qu'à favoriser une participation accrue des membres de la base ? (Art. 19 nouveaux statuts)*

Un tableau très clair se dessine ici : la proposition de restructuration des commissions en commissions thématiques est accueillie favorablement sur le principe dans 8 prises de position<sup>66</sup> et rejetée dans une seule prise de position<sup>67</sup>. Sur la question des commissions thématiques, 13 requêtes au total ont été reçues. Il est proposé d'ancrer dans les statuts l'étroite collaboration entre les commissions thématiques et le Groupe parlementaire de l'Assemblée fédérale<sup>68</sup>, de conserver le concept en vigueur de commissions spécialisées<sup>69</sup>, de renoncer aux directives concernant les parlementaires et les régions linguistiques dans la gestion des commissions thématiques<sup>70</sup> ou de les formuler de manière plus souple<sup>71</sup> et d'ancrer dans les statuts la possibilité de former des sous-commissions thématiques<sup>72</sup>. Il est également proposé que la création et la dissolution des commissions thématiques relèvent de la responsabilité du Congrès et non du Conseil de parti<sup>73</sup> et qu'au moins un-e coprésident-e de chaque commissions thématiques soit issu-e des régions italophones du pays.<sup>74</sup> En outre, une réglementation contraignante des commissions thématiques au niveau cantonal est proposée<sup>75</sup>. Enfin, il est proposé que les commissions thématiques soient des organes du parti<sup>76</sup>, ne puissent être représentées au sein du Conseil de parti que par leurs dirigeant-e-s exclusivement<sup>77</sup>, soient consultées sur les réponses de consultation du PS Suisse<sup>78</sup> et soient soutenues par le Secrétariat central sur les points techniques et administratifs<sup>79</sup>.

*Êtes-vous favorables à la création de forums comme nouveau « niveau » de l'organisation interne du parti et de formation de l'opinion ? (Art. 20 nouveaux statuts)*

La possibilité de tenir des Forums proposée par la Présidence et le Comité directeur est soutenue dans 5 prises de position<sup>80</sup> et rejetée dans 3 prises de position<sup>81</sup>. 6 requêtes au total ont été reçues pour les Forums : 3 demandent que l'on y renonce<sup>82</sup>. Dans 3 autres requêtes,

---

<sup>66</sup> PS BS, PS GE, PS GR, PS NE, PS SG, PS Ville d'Argovie, PS Ville de Bâle Horburg Kleinhüningen, PS Ville de Zurich 4.

<sup>67</sup> PS ZH.

<sup>68</sup> PS Ville d'Argovie.

<sup>69</sup> PS ZH.

<sup>70</sup> PS ZH

<sup>71</sup> PS Ville de Zurich 7/8.

<sup>72</sup> PS Ville de Zurich 4.

<sup>73</sup> PS Ville de Zurich 7/8.

<sup>74</sup> PS TI.

<sup>75</sup> PS Ville d'Argovie.

<sup>76</sup> PS Ville d'Argovie, PS Entfelden.

<sup>77</sup> PS Ville de Zurich 4.

<sup>78</sup> PS Canton de Zurich.

<sup>79</sup> PS Ville d'Argovie.

<sup>80</sup> PS GE, PS GR, PS NE, PS SG, PS Ville de Bâle Horburg Kleinhüningen.

<sup>81</sup> PS BS, PS ZH, PS Ville de Zurich 4.

<sup>82</sup> PS BS, PS 60+, PS ZH.

---

il est proposé une réduction des quorums et des exigences liées aux forums pour leur admission<sup>83</sup> ou une renonciation complète à ces quorums et à ces exigences<sup>84</sup>.

*Vous réjouissez-vous du fait que la création sans complications de groupes de travail sur différents thèmes soit désormais aussi ancrée dans les statuts (Art. 21 nouveaux statuts)*

Un tableau très clair se dessine ici : l'ancrage proposé des groupes de travail dans les statuts est explicitement salué dans 6 prises de position<sup>85</sup> et rejeté dans une seule prise de position<sup>86</sup>. Une seule requête a été reçue à ce sujet proposant de renoncer à l'ancrage des groupes de travail dans les statuts<sup>87</sup>.

#### *Autres commentaires sur les possibilités de participation*

Sur la question des votes généraux (art. 20 des nouveaux statuts), une requête a été reçue proposant des quorums inférieurs pour demander un vote général sur une question politique importante par les membres du Congrès, du Conseil de parti, des partis cantonaux ou des membres individuels.<sup>88</sup> Dans le cadre d'un cycle de discussions, en revanche, l'instrument des votes généraux a été critiqué dans la mesure où, dans le passé, il était presque exclusivement déclenché par la direction du parti et avait donc un caractère plébiscitaire. Cela serait renforcé par la possibilité proposée pour le Conseil de parti de déclencher un vote général à la majorité des 2/3 (art. 14 al. 8 des nouveaux statuts). Cela dévaloriserait également les organes élus du parti, ce qui est précisément l'un des points forts de cette réforme structurelle.

### **Autres commentaires sur la révision des statuts**

La création de l'organe SP queer / PS queer – et donc la revalorisation structurelle des camarades engagé-e-s dans les questions LGBTQI\* – fait l'unanimité<sup>89</sup>. Deux requêtes proposent un nom différent pour cet organe.<sup>90</sup>

---

<sup>83</sup> PS VD, PS Entfelden.

<sup>84</sup> PS Ville de Zurich 7/8.

<sup>85</sup> PS BS, PS GE, PS GR, PS NE, PS SG, PS Ville de Zurich 4.

<sup>86</sup> PS ZH.

<sup>87</sup> PS ZH.

<sup>88</sup> PS Entfelden.

<sup>89</sup> PS BS, PS GE, PS Ville de Bâle Horburg Kleinhüningen.

<sup>90</sup> PS GE, PS Ville de Genève.

---

## Le texte des prises de position reçues par écrit

### Stellungnahme der SP Kanton Basel-Stadt

#### Grundsätzliches

Die SP Basel-Stadt begrüsst die Strukturreform insgesamt. Mit der Reform werden die Strukturen teilweise den aktuellen tatsächlichen Informations- und Entscheidungsstrukturen angepasst und damit transparenter gemacht. Doppelspurigkeiten werden beseitigt. Das Ziel der Stärkung der Kantonalparteien ist aus Sicht der SP Basel-Stadt sehr erfreulich. Ebenfalls rücken die Sektionen mit der Stärkung des Parteitags näher an die nationale Organisation, was auch für die Kantonalpartei Sinn macht.

Es gibt jedoch auch einige Punkte, die die SP Basel-Stadt nicht nachvollziehen kann oder kritisch sieht. Auf diese werden im Rahmen der Antworten auf die einzelnen Fragen eingegangen.

#### Repräsentanz

Eine Stimme pro **Kantonalpartei**: Der Parteirat sollte nicht zu gross werden. Freiwillig eingebundene Kantonalpräsidien bzw. Personen der höchsten Parteiorgane sind oft mehrfach eingebunden und können vermutlich nicht an sechs oder mehr Sitzungen teilnehmen. Die SP Basel-Stadt möchte die Möglichkeit von Ersatzmitgliedern beliebt machen.

**Grösste 5 Städte** sollen zusätzliche Stimme haben: Mit diesem Vorschlag ist die SP Basel-Stadt einverstanden. Die SP Basel-Stadt teilt die Einschätzung, dass die grössten Städte der Schweiz ein eigenes Gewicht im Parteirat benötigen.

**Freigewählte Mitglieder**: Die SP Basel-Stadt ist gegen frei gewählte Mitglieder im Parteirat. Falls im Parteirat frei gewählte Mitglieder vertreten sein sollen, maximal 5.

*Begründung*: Durch die frei gewählten Mitglieder wird das Gewicht der Kantonalparteien im Parteirat geschwächt. Das Gremium wird mit ihnen umso grösser und träger. Alle Organe und Gruppen sind bereits vertreten.

**Mitglieder ohne Stimmrecht**: Die vorgeschlagene Liste ist eher lange, die SP Basel-Stadt damit einverstanden, da wir davon ausgehen, dass in der Praxis diese Mitglieder nur in Diskussionen, die sie direkt betreffen beteiligt sein werden.

**Grösse des Parteirats**: Die SP Basel-Stadt findet die Grösse des Parteirats an der oberen Grenze. Keinesfalls sollte der Parteirat noch grösser werden.

*Begründung*: Zum einen wird der Parteirat mit zunehmender Grösse träger, was die Handlungsfähigkeit beeinträchtigt. Zum anderen läuft man Gefahr, dass viele Mitglieder zu oft fehlen. Wie weiter oben bereits erwähnt, sind sechs und mehr Sitzungen – mind. vier davon mit Anreise verbunden – ein sehr grosser Aufwand für freiwillig engagierte Vertreter\*innen.

---

## **Weitere Repräsentanz-Fragen:**

Mit der Vertretung der **Themenkommissionen** durch je einen Sitz ist die SP Basel-Stadt einverstanden. Die SP Basel-Stadt ist jedoch der Meinung, dass die **Foren** keinen Sitz im Parteirat benötigen und den Rat unnötig vergrössern.

Kleine Sektionen sind am **Parteitag** gegenüber mittleren und grossen Sektionen übervertreten. Die Untervertretung grosser Stadt- und Agglo-Sektionen mutet dabei grosses an. Wir begrüssen es, dass der Parteitag häufiger tagen soll. Wir möchten aber die Parteilung damit beauftragen, eine Überarbeitung des Delegierten-Schlüssels auszuarbeiten.

## **Kompetenzverteilungen zwischen den Gremien**

Die SP Basel-Stadt ist mit der Kompetenzverteilung zwischen den Gremien einverstanden.

## **Mitwirkungsmöglichkeiten**

Die SP Basel-Stadt begrüsst die Schaffung von **Themenkommissionen** zur Mitwirkung durch Basismitglieder.

Die Existenz von **Foren** leuchtet der SP Basel-Stadt nicht ein. Es gibt die vom Parteirat definierten Themenkommissionen und die Möglichkeit der unkomplizierten Schaffung von Arbeitsgruppen. Das reicht aus Sicht der SP Basel-Stadt aus.

Die SP Basel-Stadt begrüsst die unkomplizierte Schaffung von **Arbeitsgruppen** zu verschiedenen Themen und dass diese in den Statuten so verankert werden.

## **Verschiedenes / Zusätzliches**

**Öffentlichkeit der Parteiratssitzungen:** Die SP Basel-Stadt bezweifelt den Sinn von öffentlichen Diskussionen über Strategien und hält die Öffentlichkeit der Sitzungen für hinderlich, offen über strategische und politisch heikle Fragen zu diskutieren. Eine intern offene Diskussionskultur hält die SP Basel-Stadt jedoch für unerlässlich, um gemeinsame Positionen und Strategien ausarbeiten und beschliessen zu können. Nur im Ausnahmefall die Öffentlichkeit auszuschliessen, erweckt bloss das öffentliche Interesse umso mehr.

In den Statuten ist teilweise von «beide Geschlechter» die Rede. Mit der Schaffung der SP queer und dem erklärten Ziel der SP, sich für die Förderung queerer Menschen einzusetzen, wäre eine **non-binäre** resp. eine nicht ausschliessende **Formulierung** angebracht.

Der **Parteitag** umfasst sehr viele Mitglieder. Räumlichkeiten in der dafür benötigten Grösse sind landesweit rar. Evtl. ist zu überlegen, den Parteitag in der Mitgliederzahl etwas zu verkleinern, um Parteitage wie die bisherigen DVs in unterschiedlichen Kantonen und Regionen durchführen zu können.

---

## Prise de position du PS Genevois

### Questions de principe/entrée en matière

- **Accueillez-vous favorablement la proposition de réforme des statuts ? Ou bien la proposition de la Présidence et du Comité directeur fait-elle l'objet d'une critique générale ?**

Sur le principe, nous saluons les réflexions entreprises qui souhaitent permettre à la base du parti et aux cantons de participer plus largement à la vie et aux décisions du parti. Si le projet ne rencontre pas une opposition générale marquée, il suscite néanmoins des débats sur certains points de fond.

### Représentation

- **Êtes-vous d'accord pour que chaque Parti cantonal dispose d'une voix au sein du Conseil de parti ?**

Oui, cela nous semble indispensable que les partis cantonaux soient représentés dans cette instance. Toutefois, la répartition d'un siège par canton, quel que soit le nombre d'habitant-es ou de membres de la section, ne nous semble pas cohérente. Nous sommes favorables à un siège supplémentaire pour les cantons avec plus de 300'000 habitant-es.

→ Nous demandons que les cantons avec plus d'habitant-es disposent d'une voix supplémentaire.

- **Seriez-vous favorables à ce que les grandes villes soient également représentées au sein du Conseil de parti ? Si oui, à partir de quelle taille ? Dans la négative, pour quelles raisons ?**

Oui, nous y sommes favorables pour autant qu'une définition de « grandes villes » soit arrêtée. L'idée que les cinq plus grandes villes soient représentées dans le Conseil de parti nous semble intéressante.

En outre, il ne nous semble pas idéal que de grandes sections en termes de membres n'aient pas plus de poids dans les instances du parti. Nous souhaiterions que le PSS mène une réflexion quant à une meilleure représentation des sections les mieux dotées en termes de membres.

- **Doit-il y avoir des membres librement élus au Conseil de parti ? Combien ? Dans la négative, pour quelles raisons ?**

Cela dépend. S'il s'agit d'une élection libre, il nous semble indispensable de fixer des quotas de sexe et de région linguistique pour cette élection, conformément à l'article 13 ch.2 des statuts. Sans de tels quotas, nous nous opposons à cette disposition qui risque de favoriser les candidatures des régions linguistiques déjà surreprésentées. Par ailleurs, nous craignons que de limiter les membres élus à dix, ne revienne à élire

---

des personnalités déjà bien ancrées dans la vie du parti et que le but de faire participer davantage la base ne soit pas atteint.

- **Pensez-vous qu'il y ait un sens à proposer des membres qui n'ont pas le droit de vote ? Dans la négative, lesquels bifferiez-vous ?**

Il est prévu que les Conseils du parti soient publics. Les membres sans droit de vote qui souhaitent y assister en ont la possibilité. Il est ainsi inutile de les convoquer systématiquement.

→ Nous demandons la suppression de cette mention.

- **Considérez-vous la taille du Conseil de parti comme appropriée ?**

Ce qui nous semble inapproprié, c'est la fréquence des réunions.

Nous sommes d'avis qu'il sera difficile de mobiliser fréquemment les membres du Conseil de parti qui viennent de toute la Suisse et qui ont déjà un agenda très chargé. Il nous semble plus réaliste de ne pas fixer un nombre de séances aussi ambitieux, mais de mettre un seuil minimum, qui pourra être amené à augmenter en fonction des exigences de l'agenda politique.

→ Nous proposons de réduire la fréquence de réunion du Conseil de parti à au moins quatre par année.

- **Y a-t-il d'autres questions de représentation (sexe, régions linguistiques, etc.) que vous souhaiteriez aborder ?**

Une représentation équitable des sexes dans toutes les instances du parti nous semble indispensable pour une vie démocratique équilibrée, en particulier pour notre parti qui prône la diversité et exige l'égalité. Un travail auprès des instances représentées dans le Conseil de parti devra être fait, afin qu'elles désignent des représentantes du sexe le moins représenté pour éviter un déséquilibre. Les dix membres élu-es librement devraient également permettre de rééquilibrer l'insuffisance du quota de l'un ou l'autre sexe.

## **Répartition des compétences**

- **La répartition des compétences entre la Présidence, le Conseil de parti et le Congrès du parti coule-t-elle de source ? Des changements s'imposent-ils ? Y a-t-il des compétences qui, selon vous, manquent à l'appel ou sont mal attribuées ?**

Le Congrès a peu de compétences, c'est pourquoi il est difficilement compréhensible qu'il se réunisse deux fois par année. En réduisant la fréquence de réunion, nous rendons le Congrès plus attractif pour les membres car il s'apparente à un moment d'exception.

→ Nous proposons de réduire la fréquence de réunion à une fois par année.

---

Le Conseil de parti comme organe à part, avec sa propre Présidence, risque d'amener de la confusion auprès des médias et des militant-es. Nous avons le sentiment que ce nouvel organe ajoute de la complexité à la structure du parti. Par ailleurs, nous ne sommes pas convaincu-es qu'une Présidence tripartite soit adéquate. Une Présidence ou Co-Présidence devrait faciliter la direction de cette instance. Celle-ci devra en outre veiller à respecter en alternance une représentation régulière des sexes et régions linguistiques.

→ Nous proposons d'organiser un tournus pour la (co)Présidence du Conseil de parti, lequel s'effectuerait entre les membres de la Présidence du PSS.

### **Possibilités de participation (codétermination)**

- **Êtes-vous favorables à la restructuration organisationnelle des commissions spécialisées actuelles en commissions thématiques, qui serviront désormais aussi à coordonner et à mettre en œuvre la politique du PS à tous les niveaux étatiques, ainsi qu'à favoriser une participation accrue des membres de la base ?**

Oui, il est intéressant d'inclure la base à ces commissions thématiques. Toutefois, elles ne devraient traiter que des politiques qui se décident au niveau fédéral, afin de ne pas faire doublon avec les commissions thématiques cantonales. Un point essentiel : tout devra être traduit. Chaque parti cantonal dispose également de commissions thématiques.

→ Nous demandons que le PSS mette en place des plateformes d'échange entre les commissions cantonales et les commissions fédérales, afin de créer des synergies et de leur permettre d'échanger sur les enjeux politiques communs.

- **Êtes-vous favorables à la création de forums comme nouveau « niveau » de l'organisation interne du parti et de formation de l'opinion ?**

Toute démarche favorisant la démocratie interne et l'implication des membres nous semble intéressante à explorer.

- **Vous réjouissez-vous du fait que la création sans complications de groupes de travail sur différents thèmes soit désormais aussi ancrée dans les statuts ?**

Toute démarche favorisant la démocratie interne et l'implication des membres nous semble intéressante à explorer.

### **Considérations complémentaires du PSG**

- **Dénomination « PS Queer »**

La dénomination « PS Queer » ne fonctionne pas en français. « Queer » est utilisé comme synonyme de « LGBTIQ+ » en allemand mais pas en français. Utiliser un seul



---

terme invisibilise la diversité représentée par l'acronyme. La lettre « Q » dans « LGBTIQ+ » signifie justement « queer ». Appeler ce nouvel organe uniquement « PS Queer » invisibilise donc les autres groupes représentés dans l'acronyme complet, ce qui par conséquent n'est pas acceptable.

→ Nous demandons de remplacer la terminologie « PS Queer » par « PS LGBTIQ+ ».

- **Rôle des secrétariats cantonaux**

Les secrétariats cantonaux ne font plus partie d'aucune instance alors qu'ils figuraient dans les anciens statuts dans la Coco, et donc dans les AD et au Congrès. Si nous concédons que les secrétariats ne participent pas aux discussions politiques, nous sommes en revanche inquiet-es de la disparition de la Coco en tant que lieu d'échange opérationnel et organisationnel entre secrétariats ou Présidences de partis cantonaux.

→ Nous demandons qu'une instance particulière soit ajoutée aux statuts, comme instance opérationnelle qui serait un espace d'échanges entre partis cantonaux, et qui se réunirait quatre fois par an.

→ Nous demandons que les représentant-es des partis aient la possibilité de déléguer leur représentation à un-e secrétaire ou autre membre de la direction en cas d'indisponibilité.

---

## Stellungnahme der SP Kanton Graubünden

Grundsätzliches/Eintretensfrage: Begrüsst ihr die vorgeschlagene Statutenreform oder gibt es generelle Kritik am Vorschlag von Präsidium und Geschäftsleitung?

*Wir begrüssen die Statutenreform und halten das Bestreben, die Strukturen zu bereinigen und die Basis stärker einzubinden für richtig.*

### Repräsentanz

Seid ihr einverstanden, dass jede Kantonalpartei im Parteirat eine Stimme hat?

*Wir sind damit einverstanden. Wir verstehen Bestrebungen der mitgliederstarken Sektionen nach zahlenstärkerer Vertretung zwar, möchten aber darauf hinweisen, dass für uns die wichtigste Funktion des Parteirats vor allem in der strategischen Entscheidungsfindung und nicht in der Repräsentanz liegt. Auf keinen Fall sollte der Parteirat deshalb personell zu stark aufgeblasen werden.*

*Zusatzbemerkung: Im Hinblick auf die starke zeitliche Beanspruchung des Führungspersonals der Kantonalparteien erachten wir sechs Parteiratssitzungen pro Jahr als zu viel. Inklusive der Parteitage würde sich der Aufwand für nationale Angelegenheiten mindestens verdoppeln. Vier Parteiratssitzungen pro Jahr müssen als Mindestanzahl ausreichen. Wir würden einen dementsprechenden Antrag am Parteitag einbringen.*

Würdet ihr es begrüssen, wenn die grossen Städte ebenfalls im Parteirat vertreten wären? Wenn ja, ab welcher Grösse? Wenn nein, weshalb nicht?

*Für uns ist das begrüssenswert. Vor einer Erweiterung über die fünf grössten Städte hinaus raten wir ab. Hier geht es uns wiederum darum, den Parteirat nicht über Gebühr aufzublasen.*

Soll es frei gewählte Mitglieder im Parteirat geben? Wie viele? Wenn nein, weshalb nicht?

*Die SP Graubünden findet das in Ordnung, aber nicht zwingend notwendig. Sollte der Parteirat über weitere Kantonalvertretungen oder weitere Städtevertretungen vergrössert werden, würden wir dazu raten, auf frei gewählte Mitglieder zu verzichten.*

Findet ihr die vorgeschlagenen Mitglieder ohne Stimmrecht sinnvoll? Wenn nein, welche würdet ihr streichen?

*Ja. Wir erachten es als sinnvoll, das Fachwissen dieser Mitglieder in den Parteirat einzugliedern.*

Haltet ihr die Grösse des Parteirats für angemessen?

---

*Ja. Der Parteirat sollte auf keinen Fall noch grösser werden. Sonst geht die notwendige Flexibilität für strategische Diskussionen gänzlich verloren.*

Gibt es weitere Repräsentanz-Fragen (Geschlecht, Sprachregionen usw.), die ihr aufnehmen möchtet?

*Nein.*

### **Kompetenz-Verteilung**

Leuchtet die Kompetenzverteilung zwischen Präsidium, Parteirat und Parteitag ein?

*Ja.*

Braucht es Änderungen? Gibt es Kompetenzen, die eurer Meinung nach fehlen oder falsch zugeteilt sind?

*Nein.*

### **Mitwirkungsmöglichkeiten**

Befürwortet ihr die organisatorische Neustrukturierung der bisherigen Fachkommissionen als Themenkommissionen, die neu auch der Koordinierung und Umsetzung der SP-Politik über alle Staatsebenen dienen sollen, sowie der verstärkten Mitwirkung von Basismitgliedern?

*Ja.*

Befürwortet ihr die Schaffung von Foren als neuer «Ebene» der parteiinternen Organisation und Meinungsbildung?

*Ja.*

Begrüsst ihr, dass die unkomplizierte Schaffung von Arbeitsgruppen zu verschiedensten Themen nun auch in den Statuten verankert ist?

*Ja.*

---

## Prise de position du PS Neuchâtelois

### Questions de principe/entrée en matière

- Accueillez-vous favorablement la proposition de réforme des statuts ? Ou bien la proposition de la Présidence et du Comité directeur fait-elle l'objet d'une critique générale ?

Si nous partageons le constat d'une prédominance du « top-bottom » dans la conduite des réflexions du parti, il nous apparaît que, paradoxalement, cette proposition de réforme emprunte le même chemin, n'associant que peu la base à la réflexion. Nous sommes d'avis que ces questions ne relèvent pas que d'un aspect formel et qu'une réforme des organes du parti et de la répartition des compétences entre ces organes est une question de fond.

**Nous demandons au Comité directeur de mettre en place un processus participatif impliquant les sections sur ces questions, afin de proposer un projet qui émanerait de la base.**

Nous sommes conscients que cela retarderait quelque peu le processus de réforme, mais il nous semble que la précipitation est mauvaise conseillère et que ces questions méritent un débat approfondi. Enfin, une telle démarche nous paraît plus cohérente avec les conclusions avancées dans le papier de position et contribuerait à poser un premier jalon des groupes de travail et forums proposés.

### Représentation

- Êtes-vous d'accord pour que chaque Parti cantonal dispose d'une voix au sein du Conseil de parti ?

Oui

- Seriez-vous favorables à ce que les grandes villes soient également représentées au sein du Conseil de parti ? Si oui, à partir de quelle taille ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Non, voir commentaire suivant.

- Doit-il y avoir des membres librement élus au Conseil de parti ? Combien ? Dans la négative, pour quelles raisons ?

Indépendamment de la nature des compétences de ce Conseil, la composition proposée confère une part bien trop importante à des membres de droit. La proportion de ces derniers devrait être davantage limitée afin d'accorder une plus grande place à des membres de la base. C'est une question de représentation de la base et de contrôle démocratique.

**Nous demandons que le Conseil de parti soit composé de 100 membres, dont 33% sont membres de droit et représentent les partis cantonaux ainsi que les sections JS, F\*SS, PS Migrant-es, PS 60+, PS International et PS Queer.**

- 
- Pensez-vous qu'il y ait un sens à proposer des membres qui n'ont pas le droit de vote ? Dans la négative, lesquels bifferiez-vous ?

Non, cela n'a pas particulièrement de sens dans la mesure où le congrès est public.

- Considérez-vous la taille du Conseil de parti comme appropriée ?

Le Conseil de parti est soit trop grand pour être efficace, soit trop petit pour être démocratiquement représentatif. Voilà pourquoi nous estimons nécessaire de conserver l'Assemblée des délégué-es.

- Y a-t-il d'autres questions de représentation (sexe, régions linguistiques, etc.) que vous souhaiteriez aborder ?

Non

### **Répartition des compétences**

- La répartition des compétences entre la Présidence, le Conseil de parti et le Congrès du parti coule-t-elle de source ? Des changements s'imposent-ils ? Y a-t-il des compétences qui, selon vous, manquent à l'appel ou sont mal attribuées ?

La question des compétences de ce nouvel organe ne nous paraît pas claire. En effet, d'une part ce Conseil devrait remplacer l'actuel Comité directeur et la Coco, qui sont des organes exécutifs, et se substituer aux Assemblées de délégué-es, qui relèvent du législatif. En termes de séparation des pouvoirs, cela pose un réel problème. Par conséquent, il nous semble opportun de limiter les compétences de ce Conseil aux tâches exécutives et de remplacer uniquement le Comité directeur et la Conférence de coordination.

L'AD est, par sa composition et le nombre de ses membres, bien plus représentative de la base que le Conseil de parti projeté. Le maintien de deux AD par année permettrait aussi de respecter la séparation des pouvoirs mentionnée plus haut et de réserver l'aspect législatif à des réunions larges (AD et Congrès), permettant aux militant-es de la base d'y participer pleinement – ce que le Conseil de parti exclut en l'état par le nombre restreint de ses membres, la fréquence de ses réunions et sa composition telle que proposée.

### **Nous soutenons le maintien de deux Assemblées des délégué-es par années, ainsi que d'un congrès, afin de prendre position sur les objets relevant actuellement de sa compétence.**

Nous souhaitons attirer l'attention du Comité directeur sur le fait que l'organisation d'un congrès requiert des infrastructures importantes, que tous les cantons n'offrent pas. Outre une salle de réunion permettant d'accueillir un millier de participant-es, il faut également des capacités d'hébergement et de restauration importantes.

Tenir deux congrès par an, revient à quadrupler le rythme de ces congrès et nous amène à penser que nous aurons assez vite fait le tour des villes pouvant accueillir un tel événement. Dans les faits, plusieurs cantons se verront empêchés d'en organiser et n'accueilleront plus d'évènements nationaux de notre parti sur leur sol.

En ce sens, maintenir deux AD par année permettrait de corriger cette inégalité et de pouvoir mieux sillonner le pays, avec ce que la tenue d'évènements nationaux peut ame-

---

ner comme visibilité pour les partis cantonaux les accueillant, élément aussi stratégique non-négligeable selon les campagnes en cours dans les différents cantons.

Considérant que la possibilité du Vote général consolide le caractère démocratique des décisions des différents organes, les compétences du Congrès, du Conseil de parti et de l'Assemblée des délégué-es devraient être modifiées dans ce sens et offrir davantage la possibilité de recourir à cet outil.

Le Conseil de parti et le Congrès doivent pouvoir réagir rapidement aux questions d'actualité. Par conséquent, leur convocation devrait également être possible par un certain nombre de membres ou de sections et dans des délais restreints.

### **Possibilités de participation (codétermination)**

- Êtes-vous favorables à la restructuration organisationnelle des commissions spécialisées actuelles en commissions thématiques, qui serviront désormais aussi à coordonner et à mettre en œuvre la politique du PS à tous les niveaux étatiques, ainsi qu'à favoriser une participation accrue des membres de la base ?

Toute démarche visant à inclure davantage les membres est bienvenue.

- Êtes-vous favorables à la création de forums comme nouveau « niveau » de l'organisation interne du parti et de formation de l'opinion ?

Toute démarche visant à inclure davantage les membres est bienvenue.

- Vous réjouissez-vous du fait que la création sans complications de groupes de travail sur différents thèmes soit désormais aussi ancrée dans les statuts ?

Toute démarche visant à inclure davantage les membres est bienvenue.

---

## **Stellungnahme SP Kanton Schwyz**

Die Sozialdemokratische Partei des Kantons Schwyz bedankt sich für die Möglichkeit, sich zur geplanten Statutenrevision der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz zu äussern, welche vom ausserordentlichen Parteitag vom 28. August 2021 in St. Gallen behandelt und verabschiedet werden soll. Ausserdem danken wir dem Co-Präsidium für den persönlichen Austausch vom 20. Mai 2021 betreffend der vorliegenden Revision.

### **Allgemeines**

Die SP Kanton Schwyz begrüsst im Grundsatz die Stossrichtung des neuen Co-Präsidiums, in Zukunft die Basis breiter in die Willens- und Entscheidungsfindung der Partei einbinden zu wollen. Jedoch teilen wir in der SP Kanton Schwyz das Bedürfnis der grossen Kantone nicht, verstärkt in die Arbeit der Geschäftsleitung eingebunden zu werden. Aus unserer Sicht funktionieren die heutigen Organe, insbesondere die Koordinationskonferenz und die Delegiertenversammlung, gut. Wir stellen uns deshalb gegen ihre Abschaffung und lehnen die Schaffung eines neuen Parteirats in der vorgesehenen Form ab. Nichtsdestotrotz wollen wir bei der Strukturreform aktiv mitarbeiten und Verbesserungsvorschläge machen – ganz im Sinne einer konstruktiven parteiinternen Debatte.

### **Detailberatung: Anträge zu den Artikeln**

#### **Parteitag**

Der Parteitag ist das oberste Organ der Partei. Dass der Parteitag das wichtigste und oberste Organ der Partei ist, geht aus dem neuen Kompetenzkatalog des Parteitages jedoch nicht mehr hervor. Gemäss Vorschlag soll der Parteitag in Zukunft im Grossen und Ganzen nur noch über statutarische Geschäfte entscheiden. Das wird dem obersten Organ nicht gerecht. Wichtige Entscheidungen, die die Politik der Partei und des Bundes betreffen, sollen vom obersten Organ entschieden werden, wie bspw. die Wahl von wichtigen Parteiämtern aber auch die Kompetenz, selbstständig Initiativen und Referenden initiieren, ohne dass ein anderes Organ die Initiierung beantragen muss.

Die wichtigste Aufgabe, die unserer Meinung nach vom Parteitag jedoch zwingend übernommen werden muss, ist die Parolenfassung zu eidgenössischen Volksabstimmungen. Die politische Agenda wird in der Schweiz durch die Abstimmungsvorlagen geprägt. Über die Parolenfassung soll, wie bisher, eine breitere Basis entscheiden und nicht ein wenig repräsentativer Parteirat. Es bestünde ansonsten die Gefahr, dass es zu einer regelrechten Entfremdung zwischen Parteibasis und Parteiführung kommt. Die SP ist bekannt für ihre lebendige Diskussionskultur und die Forderung nach mehr Basisdemokratie. Das muss sich im Kompetenzkatalog des Parteitages wiederfinden. Sollte aus Gründen der Dringlichkeit eine Entscheidung nicht durch den Parteitag gefällt werden können, kann der Parteirat stellvertretend die Kompetenzen des Parteitages wahrnehmen.

#### **Parteirat**

Der Parteirat scheint auf den ersten Blick ein gutes Gremium zu sein. Bei der Umsetzung wird es dann allerdings schwierig. Um die SP-Basis im Parteirat abzubilden, wäre eine pro-

---

portionale Vertretung nötig. Daher ist es verständlich, dass die grossen Kantonalparteien bzw. die grössten Städte nach mehr Vertretung verlangen. Allerdings scheint der Parteirat jetzt schon zu gross und damit zu träge für seine Aufgaben.

Wir befürchten, dass er eine Art zweites Parlament unterhalb des Parteitags werden würde. Aus unserer Sicht eine unnötige und problematische Doppelung.

Die Vorbereitung und Durchführung von Parteiratssitzungen würden zudem sehr viel personelle und finanzielle Ressourcen der SP binden, die wir statt für parteiinterne Debatten lieber für nach aussen sichtbare Kampagnen einsetzen möchten.

Für eine kleinere Kantonalpartei wie unsere, sind sechs Termine im Jahr ausserdem schwierig zu besetzen.

Die frei gewählten Mitglieder finden wir zwar eine gute Idee, um zu verhindern, dass die Basis der Partei eben doch nicht mit dabei ist, sondern nur Funktionär:innen. Allerdings befürchten wird, dass diese Sitze dann lediglich von den grossen Kantonalparteien oder Städteparteien für eine bessere Vertretung genutzt werden.

Solange die obengenannten Aufgaben dem Parteitag zugewiesen werden, scheint es uns nicht erforderlich, dass auch der Parteirat durch freie Mitglieder ergänzt wird.

### **Schlussbestimmungen**

Die Sprachenvielfalt zeichnet die Schweiz aus. Das Gleiche muss für die SP gelten. Alle Amtssprachen sind in der Schweiz gleichberechtigt. Die deutsche Sprache soll die anderen Sprachen nicht verdrängen. Genau wie beim Bundesrecht, sollen alle Statutenversionen unabhängig der Sprache den gleichen Stellenwert haben. Die deutschsprachige Version soll keinen Vorzug geniessen.



---

## Stellungnahme der SP Kanton St. Gallen

*Begrüssst ihr die vorgeschlagene Statutenreform oder gibt es generelle Kritik am Vorschlag von Präsidium und Geschäftsleitung?*

Die SP Kanton St.Gallen begrüsst die vorgelegte Statutenreform. Sie bietet einen verbesserten Einbezug der Basis und klärt die Kompetenzen der einzelnen Organe. Die Schaffung bzw. Neustrukturierung der Themenkommissionen, die Abschaffung der GL sowie die Aufwertung des Parteitags erachten wir als sinnvoll. Ebenso sind wir der Schaffung des Parteirats positiv eingestellt. Fragen stellen sich insbesondere hinsichtlich Organisation und Ausgestaltung des Parteirats.

*Seid ihr einverstanden, dass jede Kantonalpartei im Parteirat eine Stimme hat?*

Von den rund 80 Sitzen entfallen künftig rund die Hälfte auf die Kantone und Städte. Dass alle Kantonalparteien im neuen Parteirat vertreten sind, ist begrüssenswert. Allerdings sind die Mitgliederzahlen der Kantonalparteien äusserst disproportional abgebildet. Insbesondere ist es mit Blick auf die zehn freien Mitglieder wenig nachvollziehbar, weshalb ein Einzelmitglied gleiches Gewicht wie eine Kantonalpartei mit über 1000 Mitglieder haben soll.

Es ist klar, dass die Grössen im Parteirat nur mit Einschränkung abgebildet werden können. Dennoch empfiehlt die SP Kanton St.Gallen, grössere Kantonalparteien mit einem zusätzlichen Sitz auszustatten, um das Missverhältnis zumindest ein wenig auszugleichen (siehe Antrag).

*Würdet ihr es begrüssen, wenn die grossen Städte ebenfalls im Parteirat vertreten wären? Wenn ja, ab welcher Grösse? Wenn nein, weshalb nicht?*

Für die SP Kanton St.Gallen ist es zwingend, dass die urbanen Zentren in der SP Schweiz vertreten sind. Der Statutenentwurf trägt diesem Anliegen mit den fünf Sitzen gemäss Art. 14, Abs. 5b zuhanden der grossen Zentren nur bedingt Rechnung. Regionale Zentren der Ost-, Zentral- und Südschweiz wie Luzern, St.Gallen oder Lugano sind in diesem Schlüssel allerdings nicht vertreten. Da die Stadtparteien durch die Abschaffung der KoKo weiter an Gewicht verlieren, unterstützt die SP Kanton St.Gallen ausdrücklich den Wunsch mehrerer Stadtsektionen nach einer Ausweitung der Städtevertretungen. Neu sollten die zehn grössten Städte vertreten sein, wie dies in den entsprechenden Anträgen einiger Stadtparteien gefordert wird.

*Soll es frei gewählte Mitglieder im Parteirat geben? Wie viele? Wenn nein, weshalb nicht?*

Angesichts der zahlenmässigen Vertretungen der Kantone und der Städte erscheint die Zahl von zehn frei gewählten Mitgliedern an der oberen Grenze. Im Vergleich zu grösseren Kantonalparteien oder den Organen haben die frei gewählten Mitglieder ein sehr grosses Gewicht. Es stellt sich die Frage, ob Mitglieder zusätzlich zum zweimal jährlich stattfindenden Parteitag – der eigentlichen Mitgliedervertretung – zusätzlich im Parteirat vertreten sein müssen. Weiter unklar ist, nach welchen Kriterien die frei gewählten Mitglieder am Parteitag gewählt werden sollen bzw. welche Art der Repräsentanz erzielt werden soll.

*Findet ihr die vorgeschlagenen Mitglieder ohne Stimmrecht sinnvoll? Wenn nein, welche würdet ihr streichen?*

---

Die vorgeschlagenen Mitglieder ohne Stimmrecht erscheinen sinnvoll.

*Haltet ihr die Grösse des Parteirats für angemessen? Gibt es weitere Repräsentanz-Fragen (Geschlecht, Sprachregionen usw.), die ihr aufnehmen möchtet?*

Ein Gremium mit mehreren Dutzend Mitgliedern bringt aus Sicht der SP Kanton St.Gallen zweifellos einen gewissen organisatorischen Aufwand mit sich. Aus Gründen der Repräsentanz ist eine kritische Grösse jedoch wünschenswert. Die rund 80 Mitglieder scheinen angemessen. Grundsätzliche Bedenken, wonach der Parteirat zu gross sein könnte, können, ohne das Gremium grundsätzlich zu hinterfragen, daher nicht geteilt werden. Es ist ohnehin damit zu rechnen, dass ab einer Grösse von rund 30 Personen eine gewisse Trägheit in einem Gremium unvermeidlich ist.

Der Parteirat soll, wie jedes andere Gremium, eine ausgeglichene Geschlechtervertretung aufweisen. Sollte sich ein paritätisches Geschlechterverhältnis durch die Wahl der Mitglieder in den Organen, Sektionen und Kantonalparteien nicht einstellen, müssen gegebenenfalls Anpassungen vorgenommen werden. Wie oben beschrieben erscheint zudem eine angemessene Vertretung der Regionen und deren Zentren wichtig.

#### *Organisatorisches*

Für die SP Kanton St.Gallen erscheint die Zahl von sechs Sitzungen angemessen. Zu bedenken ist, dass für Personen aus Rand- und Bergregionen nebst der inhaltlichen Vorbereitung der Reiseaufwand bei physischen Sitzungen nicht unterschätzt werden darf. Es stellt sich zudem die Frage, ob zwingend Mitglieder des obersten Leitungsgremiums, sprich den Präsidien, dem künftigen Parteirat angehören sollen. Angesichts der ohnehin zeitintensiven Tätigkeit der kantonalen und städtischen Parteipräsidien erscheint es sinnvoll, diese Voraussetzung allenfalls etwas abzuschwächen. So wäre z.B. denkbar, ein Mitglied des erweiterten Leitungsgremiums (Vorstand, GL, Vize-Präsidien etc.) für diese Aufgabe zu delegieren.

*Leuchtet die Kompetenzverteilung zwischen Präsidium, Parteirat und Parteitag ein? Braucht es Änderungen? Gibt es Kompetenzen, die eurer Meinung nach fehlen oder falsch zugeteilt sind?*

Die Kompetenzverteilung zwischen Präsidium, Parteirat und Parteitag scheint nachvollziehbar und begrüssenswert.

*Befürwortet ihr die organisatorische Neustrukturierung der bisherigen Fachkommissionen als Themenkommissionen, die neu auch der Koordinierung und Umsetzung der SP-Politik über alle Staatsebenen dienen sollen, sowie der verstärkten Mitwirkung von Basismitgliedern? Befürwortet ihr die Schaffung von Foren als neuer «Ebene» der parteiinternen Organisation und Meinungsbildung? Begrüssst ihr, dass die unkomplizierte Schaffung von Arbeitsgruppen zu verschiedensten Themen nun auch in den Statuten verankert ist?*

Jede Stärkung des Einbezugs der Basis ist zu begrüßen. Insofern unterstützen wir die Restrukturierung der Fach- bzw. Themenkommissionen. Wichtig ist, dass der Zugang zu den Themenkommissionen wie auch zu den Foren und Arbeitsgruppen im Vergleich zu den heutigen Fachkommissionen niederschwellig ist. Zudem sollen die Themenkommissionen mit klaren Aufgaben betraut werden. Die Abgrenzung der Themenkommissionen zu den Foren und Arbeitsgruppen erscheint noch nicht durchgängig klar.

---

## Stellungnahme der SP Kanton Zürich

### Einleitende Bemerkungen und offene Fragen:

- Wir begrüßen grundsätzlich die Idee, die heutigen Strukturen anzupassen. Es ist richtig, dass mehr Mitglieder eingebunden und so besser «abgeholt» werden sollen. Auch macht es Sinn, das breite thematische Wissen innerhalb der Partei gezielter zu nutzen.
- Schaffung des Parteirats (PR):
  - Wir sehen die Möglichkeit zu kritischen und nutzbringenden Diskussionen durch die grundsätzlich öffentlichen Durchführungen eingeschränkt und sind deswegen dafür, dass der PR grundsätzlich nicht öffentlich stattfinden soll. Im Ausnahmefall sollte es aber möglich sein, Teile von Sitzungen öffentlich abzuhalten.
  - Wir sehen durch die vielen Einzeldelegationen den Anspruch von Art. 4 kaum umsetzbar und erwarten einen Vorschlag, wie die Vorgabe trotzdem erfüllt werden kann.

### Antworten auf Fragebogen Diskussionspapier:

#### Repräsentanz:

- Wir sind nicht einverstanden, dass jede Kantonalpartei nur eine Stimme hat. Die SP Kanton Zürich wird dadurch bezüglich Repräsentanz unverhältnismässig schlechter gestellt. Repräsentanz ist per se nicht sehr demokratisch, weil es zu völlig unterschiedlichen Gewichtungen der Mitglieder führt.
- Ja, die grossen Städte sollen im PR vertreten sein.
- Anzahl frei gewählte Mitglieder gut bei 10.
- Anzahl Mitglieder ohne Stimmrecht sinnvoll so. Eventuell könnten auch noch zivilgesellschaftliche Organisationen einbezogen werden (zB. Flüchtlingsorganisationen). Wir schlagen insbesondere vor, auch TravailSuisse einzuschliessen, der zwar traditionell nicht sozialdemokratisch ist, aber seit längerem SP–geführt ist und uns auch inhaltlich deutlich näher steht als vor Jahrzehnten.
- Vom Konzept her geht es gar nicht anders, dass der PR kleiner sein könnte. Der PR soll aber thematische Ausschüsse machen (zB. für Vernehmlassungen).
- Keine weiteren Repräsentanz–Vorgaben nötig

#### Kompetenz–Verteilung:

- Die vorgeschlagene Kompetenz–Verteilung leuchtet grundsätzlich ein. Jedoch sind wir nicht einverstanden, dass für Vernehmlassungen ausschliesslich das Präsidium zuständig ist. Es sollen hier grössere Teile der Partei explizit begrüsst werden, insbesondere die jeweiligen Delegationen der Fraktion, die Mitglieder des Parteirates (nicht nur das Gremium) und die potentiell relevanten Fachkommissionen, um eine breitere Meinungsbildung unter Einbezug von thematischen Fachleuten zu ermöglichen.

#### Mitwirkungsmöglichkeiten:

- 
- Wir sind skeptisch gegenüber diesen Themenkommissionen und sehen die Verbesserungen gegenüber den heutigen Fachkommissionen nicht (ausser dem Stimmrecht im PR). Im Gegenteil, wir befürchten eine grössere Unverbindlichkeit. In solchen Themenkommissionen braucht es zwingend Leute mit einem fachlichen Background. Aus diesen Kommissionen bezieht die Partei ihr Fachwissen und es entstehen auch politstrategische Vorschläge (zB. Alternativkonzept zu den neuen Kampffjets). Dies muss weiterhin gewährleistet bleiben. Auch die Umbenennung spricht den Kommissionen Fachkompetenz ab, weshalb wir für die Beibehaltung der Benennung als Fachkommissionen plädieren.
  - Wir sehen den Nutzen der Foren nicht. Wir vermuten gar, dass diese dazu führen könnten, dass sich Gruppen innerhalb der Partei abgrenzen, statt sich in den normalen Entscheidungsfindungsprozessen zu engagieren.
  - Wir sind durchaus für eine einfache und unkomplizierte Schaffung von Arbeitsgruppen. Da diese allerdings auch im vorliegenden Vorschlag keine Kompetenzen im Parteiapparat haben, sehen wir keine Notwendigkeit, diese in den Statuten zu verankern. «Grüppli» können ja jederzeit auf jeder Stufe eingesetzt werden, solange die Statuten dies nicht explizit ausschliessen.

---

## **Stellungnahme der SP Migrant\*innen**

Wir, die Geschäftsleitung der SP Migrant\*innen, begrüßen die Strukturreform grundsätzlich und sehen darin Potenzial für niederschwelligere Partizipationsmöglichkeiten und klarere Kompetenzverteilungen. Von den niederschwelligeren Angeboten könnten insbesondere auch Menschen mit Migrationshintergrund profitieren. Zudem begrüßen wir es, dass den Fachgremien mehr Kompetenzen erteilt werden.

In Bezug auf den Parteirat haben wir jedoch die Befürchtung, dass keine angemessene Repräsentation Migrant\*innen sichergestellt werden kann. Wir sind uns bewusst, dass im Rahmen der Reform diverse Bedürfnisse und Anspruchsgruppen berücksichtigt werden müssen und anerkennen, dass dies eine anspruchsvolle Aufgabe ist. Trotzdem sind wir der Meinung, dass Migrant\*innen ein starkes Gewicht in diesem Prozess verdienen. Heute haben rund 38% der ständigen Wohnbevölkerung einen Migrationshintergrund. Viel zu häufig werden ihre Stimmen auf dem politischen Parkett aber nicht gehört. In der SP können und müssen wir das anders vorleben.

Die SP Migrant\*innen sind aktuell in der Geschäftsleitung der SP Schweiz mit 2 von 23 Sitzen vertreten. Die Strukturreform sieht in einem fast vier Mal so grossen Gremium weiterhin zwei Delegierte aus der Geschäftsleitung der SP Migrant\*innen vor. Somit geht mit der Strukturreform eine massive Verwässerung unserer Stimmkraft einher.

Natürlich ist es denkbar, dass Migrant\*innen in anderen Funktionen (z.B. als Sektionsvertretungen) ein Stimmrecht besitzen. Die Realität zeigt, dass das in den Sektionen faktisch nicht der Fall ist. Sich darauf zu verlassen, dass sich eine angemessene Repräsentation automatisch einstellen wird, scheint uns gefährlich. In der Vergangenheit hat sich gezeigt, dass eine gesellschaftsabbildende Repräsentation weiterhin bewusst gefördert und angestrebt werden muss. Die Partei hat mit der Schaffung der SP Migrant\*innen diese Notwendigkeit anerkannt. Diese Sensibilität muss nun auch in der Phase der Strukturreform beibehalten werden, damit erkämpfte Fortschritte nicht verloren gehen.

Zusätzlich haben wir Vorbehalte, was die Machtverteilung der Partei nach der Reform angeht. Im Falle eines schlecht funktionierenden Parteirates hätte das Präsidium mehr Macht als bis anhin. Darum ist ein starker, gut funktionierender Parteirat als Gegengewicht die Grundprämisse.

---

## Déclaration du PS Migrant-e-s

Nous, la direction du PS Migrant-e-s, saluons la réforme structurelle dans son principe et y voyons un plus grand potentiel des possibilités de participation et une répartition plus claire des compétences. Les personnes issues de l'immigration, en particulier, pourraient en bénéficier. Nous saluons également le fait que les commissions spécialisées se voient attribuer davantage de pouvoirs.

En ce qui concerne le Conseil de parti, cependant, nous craignons qu'aucune représentation adéquate des migrant-e-s ne puisse être assurée. Nous sommes conscient-e-s que la réforme doit tenir compte de la diversité des besoins et des parties prenantes et reconnaissons qu'il s'agit d'une tâche difficile. Néanmoins, nous pensons que les migrant-e-s méritent une voix forte dans ce processus. Aujourd'hui, environ 38 % de la population résidente permanente est issue de l'immigration et, bien trop souvent, leurs voix ne sont pas entendues dans l'arène politique. Au sein du PS, nous pouvons et devons donner l'exemple différemment.

Le PS Migrant-e-s est actuellement représenté dans l'exécutif du PS Suisse avec 2 sièges sur 23. La réforme structurelle prévoit la présence de deux délégué-e-s issues du Comité directeur du PS Migrant-e-s dans un conseil presque quatre fois plus grand. Ainsi, la réforme structurelle s'accompagne d'une dilution massive du pouvoir de nos votes.

Bien sûr, il est possible que les migrants aient le droit de vote dans d'autres fonctions (par exemple, en tant que représentants de section). La réalité montre que ce n'est de facto pas le cas dans les sections. Cependant, s'appuyer sur le fait qu'une représentation adéquate sera automatiquement assurée nous semble dangereux. L'expérience passée a montré qu'une vraie représentation de la société doit continuer à être consciemment encouragée et poursuivie. Le parti a reconnu ce besoin avec la création du PS Migrant-e-s. Cette sensibilité doit maintenant être maintenue dans la phase de réforme structurelle, afin que les progrès pour lesquels on s'est battu ne soient pas perdus.

En outre, nous émettons des réserves quant à la répartition du pouvoir au sein du parti après la réforme. En cas de mauvais fonctionnement du Conseil de parti, le présidium aurait plus de pouvoir qu'auparavant. C'est pourquoi un conseil de parti fort et fonctionnant bien, en tant que contrepoids, est la prémisse de base.

---

## Stellungnahme Sektion Stadt Aarau

Wir begrüßen den vorliegenden Entwurf der Statutenrevision sehr, insbesondere zwei grundsätzliche Ziele:

1. Die aktive Basis stärker in die Festlegung und Umsetzung der politischen Ziele zu involvieren – und so auch zu aktivieren. Und mit ihr auch in einer echten Debatte laufend die Ziele und die Strategie und Taktik zu besprechen und zu diskutieren.
2. Die fachlichen Ressourcen und Kompetenzen unserer Mitglieder besser zu nutzen und so unsere Exponentinnen auf allen Ebenen – auch in den Sektionen – zu stärken. Darum fokussieren wir uns auch auf die Stärkung der Themenkommissionen auf verschiedenen Ebenen.

Wir meinen, dass diese Ziele noch besser unterstützt werden sollten, darum unsere Anträge, um diese Statutenrevision zu stärken:

Anträge

### **Kantonalparteien: (ART. 7)**

7.1. *Die Kantonalparteien fördern und koordinieren die Arbeit ihrer Sektionen **und organisieren dazu auch kantonale Themenkommissionen**. Sie organisieren die politische Bildungsarbeit .....*

### **Die Organe der Partei: (Art. 13)**

13.1.k. die Themenkommissionen

### **Parteitag: (Art. 14)**

14.1. *seine Beschlüsse sind auch für ..... **Parteirat** verbindlich*

14.3.l. je ein\*e Delegiert\*e jeder Themenkommission

14.7.n. Genehmigung des Jahresberichtes des Präsidiums

14.7.o. Genehmigung des Rechenschaftsberichts über die Erreichung der 4 Jahresziele (gemäss 14.7.i)

### **Parteirat (Art. 14 neu):**

14.4. *der Parteirat tagt in der Regel **NICHT** öffentlich*

14.5.a *den Kantonalparteien mit je 1 – 3 Vertreter\*innen .....*

14.5.b. ~~den Stadtparteien der fünf einwohnermässig grössten Städte der Schweiz mit je einem/einer Vertreter\*in, der/die Mitglied des obersten Leitungsgremiums der Stadtpartei sein muss.~~

### **Zentralsekretariat:**

17.1.j. fachliche und administrative Unterstützung der Themenkommissionen

- 
- 17.1.k. Fachliche Weiterbildung der Sektionen – zusammen mit den Themenkommissionen
  - 17.1.l. Sicherstellung der internen und externen Kommunikation
  - 17.1.m. Bereitstellen guter, sicherer digitaler Kollaborationsinstrumenten für die Sektionen, Organe, Themenkommissionen, Foren und Arbeitsgruppen

#### **Fraktion:**

19.8. die Fraktion arbeitet in grundsätzlichen Fachfragen eng mit den entsprechenden Themenkommissionen zusammen.

#### **Themenkommissionen: (Art. 19 neu)**

*Die Themenkommissionen **entwickeln das themenspezifische Wissen** und koordinieren und **unterstützen** die Politik der SP in den wesentlichen politischen Themenfeldern auf nationaler, kantonaler und kommunaler Ebene. **Sie arbeiten eng mit der Fraktion zusammen. Sie haben eine beratende Funktion und Rolle.***

19.3. *Die Themenkommissionen können **themenspezifische** und sprachregionale Subkommissionen bilden. **Diese werden ebenfalls von einem Präsidium geleitet. Die Themenkommissionen legen ihre internen Arbeitsstrukturen selber fest.***

#### **Begründungen:**

##### **Die Stärkung der Themenkommissionen verfolgt 3 Ziele:**

1. Die Partei fachlich kompetenter zu machen
2. Die vielen (passiven) Fachleute in unserer Partei zur aktiven Mitarbeit zu bewegen
3. Die Attraktivität der Partei für fachkompetente Bürger\*innen steigern

Um dies zu erreichen müssen verschiedene strukturelle Ziele ebenfalls erreicht werden:

1. Wirkung und Wertschätzung: Die Arbeit der Fachleute wird nur dann nachhaltig erfolgen, wenn sie feststellen, dass ihr (freiwillige) Arbeit auch Wirkung erzielt – und das geschieht vor allem dann, wenn die politischen Protagonist\*innen, insbesondere die Mitglieder unserer Bundeshausfraktion, diese Ergebnisse auch aktiv aufnehmen und die Fachleute an ihrer Meinungsbildung teilhaben lassen.
2. Dazu müssen diese Themenkommissionen auch eine minimale Arbeitsstruktur vorfinden, die sie materiell und organisatorisch unterstützt, sodass sie einigermaßen effizient arbeiten können sodass die politischen Protagonisten materiell unterstützt werden, aber auch zeitlich wirklich entlastet werden können.
3. Die Themenkommissionen müssen auch darum sichtbar aufgewertet werden – auf allen Ebenen:
  - Sie müssen ebenfalls ein Organ der Partei werden, wie die Finanzkommission oder die SP queer,....
  - Sie sollten ebenfalls verbindlich in den Kantonalparteien verankert werden



- 
- Sie müssen vom Zentralsekretariat materiell und organisatorisch unterstützt werden
  - Auch die Fraktion muss die Themenkommissionen proaktiv involvieren

### **Die aktive Basis stärker zu involvieren / spannende Debatten fördern**

Die Rolle des Parteitags wird zwar sehr aufgewertet, aber die konkreten Aufgaben sind unklar – sehr viel geht an den Parteirat.

Darum 2 Stossrichtungen:

Im Parteitag muss über die Strategie gesprochen werden – das findet alle 4 Jahre statt. Darum muss dies dann auch rückblickend diskutiert werden, ob die Ziele richtig und die Umsetzung gut waren.

Über die Umsetzung der Strategie soll **eine jährliche Berichterstattung** erfolgen. Diese soll – nach allfälliger Diskussion - vom Parteitag genehmigt werden.

Im Parteirat soll eine **engagierte politische Debatte stattfinden** – das ist aber nicht möglich, wenn der Parteirat grundsätzlich auch für die Presse öffentlich ist. Darum: wenn der Parteirat wirklich das Gremium der offenen, kontroversen Debatte sein soll, muss er **für die Presse NICHT öffentlich** sein.

Wenn in unserem Parteirat pro Kanton nur 1 Delegierte anwesend ist, dann produzieren wir eine unschöne Disproportion zwischen 5 Kleinstkantonen mit 30-40'000 und den 4 grössten Kantonen mit 700'000 bis 1,5 Mio. Eine gewisse Proportionalität mit 1-3 (ca. 50 Parteiräte) oder 1-5 Delegierten (ca. 60 Parteiräte) wäre sicher sinnvoll. Damit könnte man auch das Problem der Städte lösen, denn auch hier führt eine Grenze immer zu unschönen Ungerechtigkeiten.

Der Nebeneffekt, dass damit etwas mehr Parteiratsmitglieder entstehen, halten wir für positiv (es würden dann ca. 100-110 PR-Mitglieder). Grössere Kantonalsektionen können somit auch durch ihre Städte, resp. verschiedene Regionen, Perspektiven und Tendenzen repräsentiert werden. Sinngemäss ist der folgenden Artikel (Art. 14 (neu) 5.2.) zu streichen.

Neben einer langen Liste von Aufgaben für das Generalsekretariat sind die wichtigen Themen **Kommunikation und Kollaboration** völlig vergessen gegangen. Dabei sind sie aus Effizienz- und Datensicherheitsgründen sehr wichtig geworden – auch wir müssen nun einen grossen Schritt in der Digitalisierung unserer Partei unternehmen.

---

## Stellungnahme SP Gesamtpartei Biel/Bienne

Gerne nehmen auch wir von der Gesamtpartei Biel/Bienne Stellung zu der geplanten Statutenrevision und danken für die Möglichkeit dazu.

Grundsätzlich begrüssen wir die Stossrichtung der geplanten Änderung und Neuausrichtung und sind der Auffassung, dass die Strukturreform in die richtige Richtung zielt. Formal jedoch stören wir uns an der Tatsache, dass eigentlich damit mehr Partizipation erwünscht und ermöglicht werden soll, jedoch in der Ausarbeitung die Basis unserer Meinung nach zu wenig einbezogen wurde. Echte Strukturreformen, brauchen Zeit und Ressourcen, und sollten von einer breiten Basis getragen werden.

Zum Vorschlag der Statuten haben wir folgende inhaltliche Änderungsanträge:

Artikel 14 (neu), Abs. 5 b: ...den Stadtparteien ~~der fünf einwohnermässig grössten Städte der Schweiz~~ **mit über 50 000 Einwohner\*innen** mit je einem/einer Vertreter\*in, der/die Mitglied ~~des obersten Leitungsgremiums~~ **der Geschäftsleitung oder des Vorstands** der Stadtpartei sein muss.

### Begründung:

- Wenn lediglich die fünf grössten Städte miteinbezogen werden, sind die Städte resp. städtische Gebiete eindeutig untervertreten. Insbesondere Biel/Bienne mit seiner einmaligen Struktur der Zweisprachigkeit und traditionelle SP Hochburg wäre nicht vertreten. Wir würden dies ausserordentlich bedauern. Einmal mehr stünde Biel/Bienne im Schatten von Bern.
- Viele SP Sektionen sind personell schon sehr ausgelastet. Es sollte deshalb den Sektionen überlassen sein, wen sie in den Parteirat delegieren auch um den Ansatz der Basispartizipation konsequent zu verfolgen. Zudem ist das «oberste Leitungsgremium» ein ungenauer Begriff. Im Vereinsrecht ist immer die Haupt- oder Generalversammlung das oberste Organ. Sollte die Geschäftsleitung oder der Sektionsvorstand gemeint sein, sollte dies stringent durch alle Artikel umformuliert werden.

Bei der Nummerierung kam noch die Frage auf, ob sie korrekt ist, da zweimal der Artikel 14 verwendet wird. Einmal für den Parteitag und einmal für den Parteirat.

---

## Stellungnahme Sektion Horburg-Kleinhüningen

### Grundsätzliches

Die SP Horburg-Kleinhüningen begrüsst die Strukturreform, insbesondere sehen wir die Chance in der stärkeren Agilität der Parteistruktur.

### Repräsentanz

Die Reform will, dass die Partei basisdemokratischer wird. Die Frage stellt sich, wer genau in der Reform als Basis gemeint ist, wie die folgenden Ausführungen zeigen:

Die Kantonalparteien und die Stadtparteien senden in den **Parteirat** Vertreter\*innen ihres obersten Leitungsgremiums, sprich Personen aus dem Präsidium. An der heutigen Delegiertenversammlung wird eine kantonale Delegation von mehreren Mitgliedern gesendet, darunter auch Basismitglieder. Letzteres ergibt ein differenzierteres Abbild der Parteimeinung, Spezialanliegen können einfacher eingebracht werden. Für uns stellte sich daher in der Diskussion die Frage, weshalb der Parteirat nicht nur die GL und die Koordinationskonferenz ersetzt, sondern auch die DV, da Basisdemokratischer als der Parteirat.

Stärken der verschiedenen Vertreter\*innen-Gruppen im Parteirat:

- Kantonalparteien: 26
- Städte: 5
- Präsidium: ca. 10 Delegierte JUSO etc. : 10
- SP International: 1
- Themengruppen: ??
- Frei gewählte Mitglieder: 10

**Freigewählte Mitglieder:** Die frei gewählten Mitglieder für den Parteirat sind grundlegend, um auch anderen Stimmen als präsidiale und Spezialinteressen zu hören. Die Zahl von 10 Personen ist für den HK ein absolutes Minimum, besser wären 15. Offene Fragen sind: Wie werden die Personen nominiert und für wie lange gewählt?

**Stärkeverteilung:** Das Gewicht der Themengruppen im Parteirat lässt sich aktuell nicht abschätzen. Zu begrüßen ist, dass die Städte 5 zusätzliche Stimmen erhalten.

Am **Parteitag** hat jede Sektion, sei sie noch so klein, eine Stimme, trifft sich aber weitaus seltener (2x) als der Parteirat (6x).

**Häufigkeit Parteitag:** Positiv ist, dass sich nach der Abschaffung der DV der Parteitag häufiger trifft.

**Stärkeverteilung Parteitag:** Kleinere Sektionen sind am Parteitag gegenüber mittleren und grösseren Sektionen übertreten. Wir regen an, den Delegiertenschlüssel zu justieren. Möglichkeiten: Gemeindeebene statt Sektionsebene, Zusammenfassen in Regionen.

---

## Offene Frage und weitere Bemerkung zur Repräsentanz

- Wieso sind über 60-jährige automatisch Mitglied der Gruppe 60+, unter 35-jährige aber nicht der JUSO?
- Die Schaffung einer SP queer begrüßen wir sehr.

## Kompetenz-Verteilung

Grundsätzlich begrüßen wir die Kompetenzverteilung. Jedoch sollten die **Bottom-up- Einflussmöglichkeiten** gestärkt werden. Laut dem Entwurf entscheidet der Parteirat über die wichtigsten Geschäfte zwischen den Parteitag und setzt auch die Traktanden für den Parteirat.

Was, wenn die Mitglieder des Parteitages mit den politischen Entscheidungen oder den Traktanden nicht einverstanden sind und z.B. auf ein Geschäft aus dem Parteirat zurückkommen wollen?

Die Reform sieht vor, dass alle am Parteitag antragsberechtigten Organe Anträge stellen können. Was mit diesen passiert, ist Sache des Parteirates. Dies genügt allerdings nicht, wenn auf Entscheidungen des Parteirates zurückgekommen werden soll. Ein Antrag kann mit der selben Mehrheit, welche die Entscheidung herbeigeführt hat, abgelehnt werden.

**Referendumsmöglichkeit:** Der HK empfiehlt dringlich, eine Referendumsmöglichkeit für die am Parteitag berechtigten Organe und Organisationen zu schaffen, z.B. durch eine 2/3 Mehrheit der Mitglieder oder der Sektionen des Parteitags.

## Mitwirkungsmöglichkeiten

Der HK begrüsst die Stärkung der Themenkommissionen, insbesondere auch ihre Repräsentanz in den verschiedenen Gremien.

## Offene Fragen

- Wie entstehen die Themenkommissionen, gibt es für sie die Möglichkeit, Bottom-up Anträge im Parteirat/ am Parteitag zu stellen?
- Was für Möglichkeiten haben Arbeitsgruppen und Foren, sich in die Partei einzubringen? Müssen sie immer zuerst vom Parteirat zu einer Themenkommission ernannt werden oder können sie auch sonst Vorschläge einbringen?

---

## **Stellungnahme der SP Zürich 4**

Gerne nimmt die SP Zürich 4 Stellung zur geplanten Strukturreform. Wir begrüßen die Ziele dieser Reform und die angestrebte breitere Einbindung der Basis. Ob mit der vorgeschlagenen Gremienstruktur diese Ziele erreicht werden können, erscheint uns aber fraglich.

Im Folgenden listen wir unsere Anträge gemäss den vom Präsidium und der Geschäftsleitung formulierten Fragen auf.

### 1. Repräsentanz

#### **Parteirat**

Art. 14, Ziff 5, lit a:

Hier sind folgende Anpassungen nötig: Kantonalparteien sollen nach ihrer Mitgliederstärke im Parteirat vertreten sein. Der Schlüssel für die Berechnung ist durch das Präsidium und die Geschäftsleitung festzulegen. So können die Kantonalparteien entsprechend ihrer effektiven Stärke auf die Politik der SP Schweiz Einfluss nehmen. Zu streichen ist die Vorgabe, dass nur Personen aus dem obersten Leitungsgremium der Kantonalpartei in den Parteirat delegiert werden können. Die Auswahl soll der jeweiligen Kantonalpartei überlassen werden. Eine Stärkung der Mitarbeit der Basis setzt voraus, dass sich diese für alle Ämter / Aufgaben bewerben kann.

Art. 14, Ziff 5, lit b:

Dieser Absatz ist zu streichen. Wenn die Kantonalparteien aufgrund der Anzahl ihrer Mitglieder im Parteirat vertreten sind, müssen die Städte nicht zusätzlich berücksichtigt werden. Zudem scheint es falsch, nur die 5 einwohnermässig grössten Städte zu berücksichtigen. Falls man diesen Absatz behalten wollte, müssten die 5 grössten Städte anhand der Mitgliederzahlen ermittelt werden.

Art.14, Ziff. 5, lit g:

Ist zu streichen. Alle wesentlichen Gremien, Organe etc. sind im Parteirat vertreten. Es ist nicht zielführend, dass der Parteirat noch 10 zusätzliche Mitglieder wählt.

Art. 14 Ziff. 5 lit. a, b, d, e, f

Zu all diesen Litera ist festzuhalten, dass es nicht wünschenswert ist, die Mitglieder des Parteirates immer aus den obersten Leitungsorganen der jeweiligen Gremien kommen müssen. Vielmehr soll es den einzelnen Gremien der SP überlassen werden, wer sie in den Parteirat entsenden.

Keine weiteren Bemerkungen zur Repräsentanz.

### **2. Kompetenzverteilung**

Art.14, Ziff. 6, lit g:

---

Die Parolenfassung kann nicht dem Parteirat überlassen werden, dies ist zu streichen. Eine Einbindung der Basis bedingt gerade bei der Parolenfassung eine breite Diskussion. Diese Kompetenz soll deshalb ausschließlich dem Parteitag zugeteilt werden (wie bisher). Entsprechend ist die Kadenz der Parteitage zu erhöhen. Es müssten mind. 4 / Jahr sein. Sollte es aus finanziellen Gründen nicht möglich sein, diese alle live durchzuführen können davon bspw. 2 digital stattfinden. Das letzte Jahr zeigte, dass ein digitaler Parteitag möglich ist.

Art. 14, Ziff. 6, lit e und f:

Diese Kompetenzen sind zu streichen und dem Parteitag zu übertragen. Da es sich dabei um Grundsatzentscheidungen handelt, muss dies der Parteitag als oberstes Organ entscheiden.

Art.14, Ziff. 6, lit o:

Die Abnahme der Jahresrechnung ist dem Parteitag zu übertragen, da dieser auch das Budget verabschiedet.

Art. 14, Ziff. 6, lit u bis y sowie cc:

Diese Kompetenzen sind dem Parteitag zu übertragen. Der Parteirat kann z.B. nicht über den Rekurs gegen einen Entscheid des Präsidiums beraten, da das Präsidium Teil des Parteirates ist.

### **3. Mitwirkungsmöglichkeiten:**

Die organisatorische Neustrukturierung der bisherigen Fachkommissionen als Themenkommissionen begrüßen wir. Die Vertretung der Kommissionen im Parteirat soll aber nicht zwingend durch eine Person des Leitungsgremiums wahrgenommen werden sondern durch eine von der Themenkommission delegierte Person. Art. 14, Ziff. 5, lit f ist entsprechend anzupassen. Begründung ist auch hier die Stärkung der Basis.

Die Abgrenzung zwischen den Foren und den Themenkommissionen erscheint uns schwierig. Wir schlagen deshalb vor, auf die Foren zu verzichten und die Themenkommissionen breiter und basisnaher auszugestalten. So sollen die Themenkommissionen nicht nur sprachregionale sondern auch thematische Subkommissionen bilden können (Art. 19, Ziff.3)

Wir begrüßen es sehr, dass die Arbeitsgruppen nun auch statuarisch verankert sind. Diese sind ein wichtiges Instrument zur Einbindung der Basis.